

FACE À L'ÉCOCIDE, TOUTE BIORÉGION SERA POST-URBAINE, OU NE POURRA ÊTRE !

Raphaël Lhomme et Guillaume Faburel

Définition post-urbaine de la biorégion

La biorégion est un concept d'écologie politique découlant d'une idée première : l'existence et l'occupation spatiale du biotope comme fondement de l'organisation humaine. Kirkpatrick Sale, un des premiers auteurs sur le sujet dans les années 1980, estime que c'est « un territoire de vie, défini par ses formes de vie, ses topographies et son biote plutôt que par des diktats humains ; une région gouvernée par la nature et non par la législation humaine » [1]. A ce titre, la biorégion trouve pour parenté intellectuelle les œuvres (plus anciennes) d'auteurs tels qu'Henry David Thoreau ou Élisée Reclus qui, par leur critique de l'industrialisation du monde, et, pour le premier au moins, par celle du rôle joué par la ville comme aliénation, ont tôt entrevue la massification (urbaine) comme strictement opposée à toute écologie du vivant. Une biorégion est donc post-urbaine dès son origine [2].

Naissance (située) d'un concept d'écologie politique

On peut situer la naissance du concept en 1970, lorsque le sociologue et écologiste David McCloskey fait de « Cascadia » la première biorégion du continent Américain. Son territoire, mouvant selon les itinérances des biotes qu'elle abrite, se trouve dans la chaîne des cascades le long de la côte nord-ouest des États-Unis et du Canada [3]. Cette conception prend racine dans une critique radicale de l'environnementalisme traditionnel, « service d'urgence » incapable de traiter en profondeur l'enjeu écologique actuel. Contre une civilisation considérée comme mortifère pour le vivant, Cascadia porte comme projet la sortie du rapport d'exploitation du vivant en à travers une réorganisation de la société, une désurbanisation de la terre nourrie par une puissante conscience du lieu, ainsi qu'un projet autonomiste - ses penseurs défendant la création d'institutions autonomes.

Son implantation en Europe trouve place au sein des paysages italiens. Si l'on peut compter au rang des premiers importateurs du concept le paysan, auteur et traducteur Giuseppe Moretti - qui fera rebond à cet essor américain en Europe avec le lancement de la revue italienne biorégionale *Lato Selvatico* en 1992, dans une ligne intellectuelle très proche des américains - c'est Alberto Magnaghi qui va populariser le terme, tout en le réorientant, par son ouvrage *Le Projet local* [4] et plus encore *La biorégion urbaine* [5]. Cette relecture sera le lieu d'un premier schisme intellectuel, brouillant, par cette réappropriation, les cartes d'un concept pourtant explicitement révolutionnaire.



Traduire et trahir : (in)compatibilité métropolitaine de la biorégion

La notion perd alors de sa radicalité politique et de son rêve autonomiste pour laisser place à un projet plus technique, mais « participatif », à forte composante urbaine et institutionnelle, dont le traitement des problématiques sociales et écologiques ne remet jamais véritablement en question le nomos capitaliste de la terre. C'est donc un schisme théorique qui a eu lieu, à partir duquel naîtra une équivoque dont nous sommes hélas toujours tributaires aujourd'hui.

Pour exemple, en France, entre 2011 et 2015, l'Aquitaine a abrité un tel projet. Fruit d'une collaboration entre les universités de Bordeaux et de Florence, impliquant différentes institutions (Département de la Gironde, le Pays Médoc, le Parc Naturel régional des Landes de Gascogne, le Syndicat Mixte de l'Aire Métropolitaine Bordelaise), le projet biorégional visait à résoudre les problématiques posées par le développement rapide de la Métropole, avalant les territoires ruraux adjacents. Plein de bonnes intentions, le projet a dévoyé la notion même de biorégion, pour se perdre dans un programme technico-institutionnel de gestion territoriale, au service d'une adaptation aux logiques infrastructurelles de l'urbanisation métropolitaine incontrôlée, donnant finalement lieu à une valorisation économique et sociale du « patrimoine naturel » aquitain.

Déclinaison quelque peu différente, l'Institut Momentum a publié en 2019 un rapport sur le sujet [6]. Situé dans une perspective effondriste, ce travail propose par le biais d'un exercice de prospective savante la planification de huit biorégions en lieu et place de l'Île-de-France. Ce travail se veut faire rupture avec les réseaux mondialisés d'approvisionnements et la sur-spécialisation des territoires. En percevant l'ensemble de la vie sociale comme flux avec entrées (besoins) et sorties (déchets), il tente de penser une empreinte écologique soutenable par l'autonomie des communautés humaines. Cependant, le rapport travaille un monde sans précédent capitaliste, sans rapports de force, proprement vierge. Il fragmente un territoire sans considération pour les vellétés de puissance des villes, sans considération pour la visée capitaliste de toute Métropole. Et pour ce faire, il emprunte aux discours de spécialistes, de techniciens qui travaillent la terre de loin, depuis la citadelle métropolitaine.

Affronter dignement l'écocide

Pourtant, si on la resitue dans ses origines conceptuelles, la biorégion est détentrice d'une puissance théorique et programmatique qu'il nous faut saisir pour comprendre son implication dans les débats du moment - son essor dans les milieux intellectuels, et son potentiel sur les horizons qui s'annoncent.

D'abord, on y trouve le potentiel de démettre l'anthropocentrisme lové au creux de notre manière de percevoir le monde, biais indéboulonnable distribuant les coordonnées du plausible à partir de ses propres nécessités internes (l'État, la Nation, le Marché, les Institutions etc.). Le concept oppose à l'imaginaire du progrès technique une force de proposition alternative qui endosse la

tâche de conjurer les cycles de production et reproduction de la marchandise à l'origine d'une économie trop humaine dévouée au genre capitaliste.

Ici, au contraire, il s'agit de travailler à partir des choses qui respirent et parfois se meuvent, se reproduisent et meurent. La connaissance locale des singularités vivantes habitants un lieu, la coordination de ces singularités entre elles, donnent à voir une économie (au sens étymologique, *oikos nomos*, la loi de la demeure) déjà là, à partir de laquelle il est possible de nous repenser, une fois dessaisis de notre puissance acquise sur les choses. Se projette ainsi l'essaimage d'une multiplicité de biorégions émaillant le territoire, à partir desquelles repenser notre organisation collective.

C'est dans cette idée que Julie Celnik écrira : « *les idées d'exploitation des ressources et de progrès sont opposées à l'autosuffisance et à la stabilité d'une économie biorégionale. Il s'agit avant tout d'éviter de dépasser le seuil de ressources de la planète (ou l'overshoot), en respectant la biocapacité de la biorégion dans laquelle on vit. D'un rapport de prédation de l'homme à l'environnement (paradigme industrialo-scientifique), on passe à un rapport d'adaptation ou de réhabitation, avec le modèle biorégionaliste.* » [7].

Plus encore, en réintégrant l'individu dans la série d'interrelations que les biotopes composent entre eux, la biorégion ne se limite pas à simplement redéfinir les cadres de la souveraineté humaine. Le type « humain » lui-même est appelé à se modifier, au sein même de son environnement. Car il s'agit de reconnaître en notre modèle social un créateur de complexions désarmées, chaque individu « urbanisé » désormais voué à percevoir « (...) son « environnement », [comme], en quelque sorte, le sous-produit de ses habitudes de consommateurs. » [8]

La biorégion post-urbaine se donne en fait comme un concept-programme total, en tant qu'il entend repenser de fond en comble la posture de l'humain dans son milieu, sa manière de l'appréhender, de s'en réclamer. Elle est une proposition de mettre en œuvre ce que Félix Guattari appelait de ses vœux : « *Une écosophie articulant entre elles l'ensemble des écologies scientifique, politique, environnementale, sociale et mentale (...) appelée à se substituer aux vieilles idéologies (...) qui étaient foncièrement incapables d'établir des jonctions transversales entre le politique, l'éthique et l'esthétique* ». [9]

D'un confusionnisme à l'autre

Reste à dissiper un malentendu. Par son ancrage local, par la défense d'une organisation multiple faites d'alliances et de rapports de voisinages, par sa proposition de sortie des rapports de productions capitalistes articulant le tout de la société urbaine mondialisée, la biorégion provoque chez une partie de ses récepteurs une sorte de malaise : elle est frappée du stigmate du repli sur soi. Le sens même de l'ouverture au monde et aux différentes cultures se serait ainsi tellement appauvri que l'internationale marchande en incarnerait la représentante exclusive, ne laissant apparaître aucune alternative, ou alors du côté de l'universalisme béat fort

bien implanté dans les pensées de la gauche moderne et de son progrès pensé comme viatique. Pourtant, la mondialisation est, d'abord, le rêve libéral dont il s'agit de se dépendre : le devenir des vivants l'impose.

Cela n'implique en fait nullement l'autarcie. Il y eut bien des échanges et alliances avant la mondialisation ; et les temps présents déjà fleurissent de projets fédéralistes, de municipalisme libertaire, de communalisme et d'autonomisme - autant de modes d'organisations plébiscitant l'ouverture à l'autre [10]. Et pour ce qui a à voir avec la peur de la dérive fasciste, la conception biorégionale n'a rien de semblable avec une pensée qui allie la terre et la race, qui fonde la propriété dans le sang. S'il est question de racines, c'est dans la pensée anarcho-libertaire que la biorégion y trouve son compte.

Tout cela pose néanmoins la question du faire commun, de livrer à la pensée une image positive, plausible et désirable des articulations entre cultures, entre peuples qui prennent appui sur le monde. Nous avons déjà dénoncé à l'endroit des projections libérales et fascistes les mauvais rêveurs : car chacun de ces rêves ratissent larges, s'étendent comme la racine unique d'une espèce invasive, impose sa violence propre. Mais cette violence n'est pas seulement produit du Capital. C'est que ces deux rêves proviennent d'une même matrice : la prétention à l'universel, l'assignation à un monde univoque. Un philosophe comme Etienne Balibar rend tangible l'idéologie et la violence sous-jacente aux idées progressistes que nous continuons de fantasmer : « *Énoncer l'universel, ou quelque proposition dans la modalité de l'universel (...), c'est en faire l'instrument ou le fondement d'un pouvoir (qui peut être abstrait, symbolique, et même est d'abord cela). Surtout, c'est le tisser pratiquement de violence : violence propre de l'universel, qui efface les différences ou les neutralise, prive par avance toute opposition, tout dissensus, de sa légitimité, alors même qu'il s'agit d'un ordre d'universalité libéral, ou rationnel* » [11]. Et cela même, et cela surtout, au titre du progrès. Il n'y a pas de progressisme universel, car ces concepts sont des leurres.

C'est contre cette transcendance universaliste que la biorégion post-urbaine trouve aussi à se ranger : du côté de l'immanence rhizomatique. Pour ne pas rejouer la scène d'un modèle culturel, social et identitaire dominant les êtres et les choses, la biorégion veut être le véhicule de créations culturelles multiples, s'allier aux pensées que le poète Edouard Glissant a pu définir comme « Tout-Monde », en faisant du rapport à la terre et au vivant le fond inaliénable des identités multiples appelées à s'allier ou se défaire. Et créoliser la Terre. La biorégion post-urbaine veut répondre cet appel, d'une Archipélisation de l'Europe par Edouard Glissant, d'une Provincialisation de l'Europe du penseur Dipesh Chakrabarty : se démettre des prétentions du vieux continent sur l'ordre des choses.

Le tout trouve alors résonnance étroite dans la proposition Guattarienne de territoire existentiel, faisant écho, nous semble-t-il, à la proposition biorégionale : « *Se faire un territoire existentiel collectif consistant et, pourtant, non replié sur lui-même, demeure une exigence fondamentale*

des individus et des groupes humains. Il en va ainsi de la cristallisation d'un espace vécu, d'une langue particulière, d'emblèmes et de ritournelles plus ou moins intériorisés. Il en va d'une pragmatique qui emprunte, pour une part, aux rites et aux cultes archaïques mais qui demande, pour une autre part, à être réappréciée dans une perspective éthico-esthétique la plus contemporaine » [12].

Projeter un monde vivant désirable

La Biorégion oppose ainsi une conception spécifique de l'espace et des vies à un contexte d'effondrement social, politique, énergétique et plus globalement matériel. C'est dans une tentative de réélaboration sérieuse au contact de notre conjoncture que la biorégion post-urbaine tente de renouer avec ses origines autonomistes, en conjurant les fantasmes capitalistes d'une rationalité pour toujours esclave des marchés, prête à toutes les compromissions. Cette conception biorégionale, plutôt que d'adhérer à une énième gestion techniciste, fait sécession en visant la soustraction des individus à la domination des métropoles et du capitalisme globalisé pour donner puissance nouvelle aux humains comme aux non-humains, redistribuer les rapports entre les êtres pour permettre le maintien d'un horizon viable - contre l'actuel écocide. Il faut insister : la seule possibilité d'un monde à venir implique les métamorphoses de nos rationalités, de nos technologies politiques, de nos habiter, de nos armatures de vie... à rebours des utopies métropolitaines et capitalistes. Loin de la résilience prônée et de la redirection écologique vantée des méga-machines urbaines, tenter l'élaboration de ces biorégions post-urbaines, c'est travailler à l'essaimage rhizomatique de nos habiter et de leur autogestion prônant le réempuissantement des vivants, humains comme non-humains, par le local et le rapport non propriétaire à la terre [13]. C'est penser le déménagement du territoire comme seule option digne et viable, et ainsi fonder en raison écologique une géographie alternative : celle du vivant [14]. Voici tout l'enjeu de l'appel *Concevoir une biorégion depuis son espace écologique de vie* lancé en septembre 2022 par le mouvement post-urbain.

Notes

1. Kirkpatrick Sale, 2020, *L'Art d'habiter la terre. La vision biorégionale*. Mathias Rollot (trad.), Editions Wildproject
2. Berg Peter et Raymond Dasmann, 2019, « Réhabiter la Californie », *EcoRev'*, Vol. 47, no. 1, pp. 73-84
3. Julie Celnik, 2015, « La Cascadia. Laboratoire du modèle biorégionaliste étasunien », *Revue Française d'Études américaines*, n°4, pp. 117-129
4. Alberto Magnaghi, 2003, *Le projet local*, Editions Mardaga, 128 p.
5. Alberto Magnaghi, 2014, *Biorégion urbaine. Petit traité sur le territoire bien commun*, trad. Emmanuelle Bonneau, Étérotopia
6. Yves Cochet, Agnès Sinaï et Benoît Thévard, 2019, *Biorégion 2050. L'Île-de-France après l'effondrement*, Institut Momentum.
7. Julie Celnik, 2017, « La biorégion de Cascadia, territoire de la décroissance », in Agnès Sinaï et Mathilde Szuba (dir.), *Gouverner la décroissance. Politiques de l'Anthropocène III*, Presses de Sciences Po, pp. 123-124.
8. Ivan Illich, 1973, *La convivialité*, Editions du Seuil, pp. 175-176
9. Félix Guattari, 2018 (1989), *Les Trois Écologies*, éditions Galilée
10. Réseau des territorialistes, 2020, « Les communs territorialistes en résistance à la métropolisation. Épisode5. L'organisation politique biorégionale et municipaliste comme alternative » : <https://reseaudesterritorialistes.fr/visionterritorialistefrancaise/>
11. E. Balibar, *Des Universels. Essais et conférences*, Paris, éd. Galilée, 2016, p. 48
12. Félix Guattari, 2018 (1989), *Les Trois Écologies*, op. cit.
13. Maële Giard, Raphaël Lhomme, Guillaume Faburel, 2021, « Biorégion. Pour une écologie politique vivante », *Carnets de la Décroissance*, no 4, AderOC
14. Guillaume Faburel, 2023, *Indécence urbaine. Pour un nouveau pacte avec le vivant*, Flammarion, coll. Climats, 330 p.
15. <https://www.post-urbain.org/>